

LA LETTRE DE LA SEMAINE N13

1. Des négociations sur le commerce électronique à la zone de libre échange Africaine, Dr. Antonios Vlassis
2. Nouvelle législature de l'Assemblée Nationale : Sachons nous hisser à la hauteur de l'histoire ! Moussa Mara
3. MALI : Objectif fixer un nouveau CAP, Boubacar Salif Traoré
4. Communiqué de la 39^e session ordinaire du CSA au Mali

Notre analyse de la semaine : La ZLECAF sommée d'attendre avec quels enjeux

Le commerce intra africain ne représentait qu'environ 15% en 2018 selon la banque d'import-export, l'équivalent de 150 millions de dollars d'échanges. Ce commerce intra représentait pour la même période 59 % en Europe, 51 % en Asie, 37 % en Amérique du Nord et 20 % en Amérique latine. Le commerce intra africain est très faible et la ZLECAF (la Zone de Libre-échange Continentale Africaine) vient palier à cette carence. La ZLECAF, c'est le projet économique phare de l'Union africaine. Avec la ZLECAF, les économistes de l'UA prévoient un accroissement des échanges intra-africains de 52,3 % entre 2010 et 2022. Malheureusement, la mise en œuvre effective de ce dispositif, négocié chèrement, initialement prévue le 1er juillet 2020, s'est vue repoussée avec le Covid-19. L'information a été confirmée par le secrétaire général de l'organisation, Wankele Mene « Il n'est pas possible de commencer le premier juillet, dans les circonstances actuelles » via RFI. Plusieurs enjeux et zones d'ombres existent à la suite de ce report de mise en œuvre effective dont la fixation du nouveau calendrier, les difficultés des grandes économies africaines impactées par la crise pour une durée non encore connue. Le cas du Nigéria attire davantage l'attention quand on connaît les réticences. Les pays les plus pauvres du continent ont été obligés de miser des capitaux très importants sur les politiques de santé et sociales. Et les entreprises du continent font face aux fermetures de frontières et au ralentissement des échanges. Ce départ reporté sera au centre des débats économiques africains après le COVID-19. Pour rappel, la ZLECAF promet un accès à un marché combiné de 55 pays, de 1,2 milliard de personnes et d'un PIB de 2 500 milliards de dollars (3,8 milliards d'euros).

Au Mali : Une rentrée parlementaire dans la défiance

Au Mali, les mesures préventives du COVID-19, ajoutées au délestage électrique pèsent sur les populations de certaines régions en pleine rentrée parlementaire. Rentrée parlementaire commentée par l'ancien premier ministre Moussa Mara « La période 2020 – 2023 pourra ainsi être mise à profit de manière utile pour faire face aux chantiers majeurs du pays... Elle sera propice au renouveau de la conduite des pouvoirs publics et sans doute à l'évolution de la classe politique. Elle aidera le Chef de l'Etat à terminer au mieux son mandat ». Pour Boubacar Salif Traoré, spécialiste des questions sécuritaires « Le prochain défi du législatif et de l'exécutif sera donc d'adopter une approche transversale, indispensable à la stabilité ». Au même moment, réuni par visioconférence au siège de la MINUSMA à Bamako, le 5 mai 2020, le Comité de Suivi de l'Accord (CSA) a tenu sa trente-neuvième session ordinaire, sous la présidence de l'Ambassadeur d'Algérie au Mali, Président du CSA. L'organe s'est « félicité de l'adoption, en Conseil des Ministres, du projet de loi portant création de la police territoriale et s'attendent à ce que ce projet de loi soit soumis à l'Assemblée Nationale à sa rentrée pour adoption ». Retrouvez les documents complets joints au mail.

Au sahel : Les défis sécuritaires persistent et impliquent les forces de sécurité nationales

Pour Niagalé Bagayoko, en plus de l'impact des divers groupes armés au sahel, il y existe une « atmosphère d'insécurité et de terreur, une tendance de plus en plus préoccupante se révèle avec l'implication directe des forces de défense et de sécurité (FDS) du Burkina Faso, du Mali et du Niger dans de graves abus, exactions et violations des droits de l'homme ». Ces exactions ont été pointées par plusieurs organisations dont Human Rights Watch au Burkina Faso, la MINUSMA au Mali. Au Niger, le ministre de la Défense Issoufou Katambé compte laver « les forces de tout soupçon ». Document complet à lire sur le site de « Le Point Afrique »

La semaine prochaine, vous recevrez notre offre numérique

BIENTOT AU SAHEL : abonnez-vous à notre LETTRE DE LA SEMAINE via <https://aliberconseil.com/> et via Orange
Retrouver nos offres de service sur <https://aliberconseil.com/> Et rejoignez-nous sur les réseaux sociaux
contact@aliberconseil.com